

L'Opinion, 7 octobre 2019

Exclusif : l'INHESJ va être supprimée, et l'IHEDN a eu chaud...

par Jean-Dominique Merchet

L'Institut national des hautes études de sécurité et de justice fermera ses portes l'an prochain. On apprend que l'Institut national des hautes études de sécurité et de justice sera prochainement supprimé, à la fin de l'année prochaine. La décision a été prise par le Premier ministre en fin de semaine dernière, le 4 octobre. L'INHESJ est le petit frère de l'IHEDN, fonctionnant sur le même principe. Créé en 1989 sous le nom de IHESI, il s'était ensuite élargi à la Justice. L'INHESJ assurait notamment des formations de haut niveau pour les cadres de la sécurité, en lien avec des acteurs de la société civile. C'était l'un des rares lieux où des personnels avaient l'occasion de débattre des questions de sécurité intérieure dans une grande liberté et de manière transversale. L'INHESJ publiait également des travaux d'études et de recherches. Il abritait l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), qui fermera également ses portes. L'INHESJ dépendait du Premier ministre et ni le ministère de l'Intérieur, ni celui de la Justice ne se sont mobilisés pour éviter cette fermeture, motivée par des soucis d'économies budgétaires. Le sociologue de la Police Sebastian Roché estime que « la dernière porte se referme ». Alors que les questions de sécurité intérieure restent essentielles, comme on le voit avec le terrorisme par exemple, se priver d'un tel lieu de réflexion et d'échange ne peut que renforcer l'entre-soi des administrations, dont on mesure le danger. Par ailleurs, l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) qui était également menacé « a échappé de justesse » à un même sort, selon un proche du dossier.